

RAPPORT

Affaire n° KR7228 du 16/11/2017

MONTELMAR-AGGLOMERATION (26)

Mise à jour du zonage d'assainissement de
la commune de LA BATIE-ROLLAND
Dossier d'enquête publique



Historique des révisions				
VERSION	DATE	COMMENTAIRES	RÉDIGÉ PAR :	VÉRIFIÉ PAR :
1	16/11/2017	Prise en compte des remarques de Montélimar Agglomération (Courriel du 15/11/2017)	NM	NM
0	07/11/2017	Création de document	NM	NM

Maître d'ouvrage : MONTELMAR-AGGLOMERATION (26)
Mission : Mise à jour du zonage d'assainissement de
la commune de LA BATIE-ROLLAND
Dossier d'enquête publique

Affaire n° : KR7228

En date du : 16/11/2017

Contact : Nour MADID

Adresse : Naldeo - Agence de DROMARDECHE
130 rte de Châteauneuf
CS 50118
FR-26203 Montélimar Cedex
Tél. : 04 75 92 05 70
Fax : 04 75 92 05 79

Table des matières

1	OBJECTIF DU DOSSIER	5
2	RAPPEL DES PRINCIPALES ORIENTATIONS TECHNIQUES	6
2.1	Rappel	6
2.2	Aspects réglementaires	6
2.2.1	L'assainissement collectif	7
2.2.2	L'assainissement non collectif	8
2.2.3	Règlement d'assainissement collectif	8
3	PRESENTATION DE LA COMMUNE	9
3.1	Milieu physique	9
3.1.1	Situation générale	9
3.1.2	Contexte socio- démographique (Sce. BE CROUZET)	9
3.1.3	Urbanisme	11
3.2	Contexte naturel	11
3.2.1	Contexte climatologique	11
3.2.2	Topographie	11
3.2.3	Contexte géologique	11
3.2.4	Contexte hydrogéologique	12
3.2.5	Captage A.E.P	13
3.2.6	Contexte hydrologique	14
3.2.7	Schéma Directeur d'Aménagement et Gestion des Eaux (SDAGE)	14
3.2.8	Schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux (S.A.G.E.) et contrat de rivière	15
3.2.9	Zones protégées	15
3.2.10	Zones particulières	16
4	ASSAINISSEMENT NON COLLECTIF	19
4.1	L'état de l'assainissement non collectif	19
4.2	Nature des sols et aptitude à l'assainissement non collectif	19
4.2.1	Conditions pour la mise en place d'un assainissement autonome	19
4.2.2	Aptitude des sols à l'assainissement autonome	19
4.2.3	Remarques importantes	20
4.2.4	Organisation du service d'assainissement non collectif	20
4.2.5	Coûts du projet et répercussions financières	21
4.2.6	Répercussions financières	22
5	ASSAINISSEMENT COLLECTIF	23
5.1	Généralités	23
5.2	Réseau d'assainissement des eaux usées	23
5.3	L'ouvrage de traitement	24

5.3.1	Historique.....	24
5.3.2	Etat actuel.....	25
5.4	Programme de travaux proposé à l'issue de l'étude diagnostique et du schéma d'assainissement de 2004.....	25
5.4.1	Sur le réseau des eaux usées	25
5.4.2	Sur la station d'épuration.....	26
5.5	Programme de travaux.....	26
5.5.1	Suites données aux travaux proposés en 2004.....	26
5.5.2	Travaux envisagés	26
6	FINANCEMENT	27
7	CHOIX DE ZONAGE D'ASSAINISSEMENT EAUX USEES	28
8	LES EAUX PLUVIALES	30
8.1	Compétence.....	30
8.2	Problématique générale	30
8.3	L'assainissement pluvial.....	31
9	ANNEXES	32
9.1	NATURA 2000	32
9.2	ZNIEFF (Type 1)	33
9.3	Zones humides	33
9.4	Cartes d'aptitude des sols	34
9.5	Plan zonage assainissement des eaux usées.....	42
9.6	Copie de la délibération du conseil communautaire sur le zonage d'assainissement.....	43

1 OBJECTIF DU DOSSIER

La Loi sur l'Eau du 3 janvier 1992 (article 35 créant les articles L.372-1 et L.372-1-1 du code des communes), complétée par la loi n° 2006-1772 du 30 décembre 2006 et retranscrite dans le Code Général des Collectivités territoriales (article L.2224-10), stipule que "Les communes ou leurs établissements publics de coopération délimitent, après enquête publique :

- 1° Les zones d'assainissement collectif où elles sont tenues d'assurer la collecte des eaux usées domestiques et le stockage, l'épuration et le rejet ou la réutilisation de l'ensemble des eaux collectées ;
- 2° Les zones relevant de l'assainissement non collectif où elles sont tenues d'assurer le contrôle de ces installations et, si elles le décident, le traitement des matières de vidange et, à la demande des propriétaires, l'entretien et les travaux de réalisation et de réhabilitation des installations d'assainissement non collectif ;
- 3° Les zones où des mesures doivent être prises pour limiter l'imperméabilisation des sols et pour assurer la maîtrise du débit et de l'écoulement des eaux pluviales et de ruissellement ;
- 4° Les zones où il est nécessaire de prévoir des installations pour assurer la collecte, le stockage éventuel et, en tant que de besoin, le traitement des eaux pluviales et de ruissellement lorsque la pollution qu'elles apportent au milieu aquatique risque de nuire gravement à l'efficacité des dispositifs d'assainissement".

L'objet du dossier est de présenter le zonage d'assainissement des eaux usées de la Commune de **LA BATIE-ROLLAND**. Cette démarche est portée par **MONTELIMAR-AGGLOMERATION**, dans le cadre de sa compétence assainissement.

Ce document sera soumis à l'enquête publique, en même temps que le projet de Plan Local d'Urbanisme (PLU). Le présent document a pour objectifs principaux :

- La mise à jour du zonage d'assainissement du territoire communal, au sens de l'article 35 de la loi sur l'eau,
- L'actualisation des données recueillies dans le cadre de l'étude diagnostique et schéma directeur d'assainissement en 2011.

Le tracé du périmètre est établi sur un fond cadastral. Le plan de zonage approuvé, après enquête publique, constitue une pièce importante opposable aux tiers, annexée au document d'urbanisme communal, à savoir le **PLU**. En effet, toute attribution nouvelle de permis de construire sur le territoire de **LA BATIE-ROLLAND** tiendra compte du plan de zonage d'assainissement.

Par ailleurs, le plan de zonage n'est pas figé définitivement : il pourra être modifié, notamment pour des contraintes nouvelles d'urbanisme, en respectant les procédures légales (enquête publique).

Le présent dossier d'enquête publique, dont l'objet est d'informer le public et de recueillir ses appréciations, suggestions et contre-propositions afin de permettre à la collectivité de disposer de tous les éléments nécessaires à sa décision finale, est composé :

- de la présente notice justifiant le zonage d'assainissement des eaux usées,
- de la carte de zonage d'assainissement des eaux usées.

2 RAPPEL DES PRINCIPALES ORIENTATIONS TECHNIQUES

2.1 Rappel

L'assainissement « non collectif » (ou assainissement « autonome ») : il s'applique aux systèmes destinés à traiter les eaux usées domestiques sans recourir à un réseau public de collecte. Ainsi, certains assainissements « regroupés » seront dits « non collectifs », dès lors qu'ils restent exclusivement en domaine privé.

L'assainissement « collectif » : il concerne les systèmes de collecte et de traitement qui desservent les habitations raccordées à un réseau public d'assainissement. Cette notion inclut les systèmes dits « regroupés » dérivés des systèmes d'assainissement « autonome », ou encore « non collectif », dès lors que ces systèmes « regroupés » sont, au moins pour une partie, mis en place sur le domaine public et gérés par une collectivité.

(Arrêté du 6 mai 1996, paru au JO du 8 juin 1996).

Pour répondre à l'assainissement d'une zone d'habitat, deux orientations techniques sont envisageables :

- Première orientation technique : **l'assainissement non collectif**

Cette option prévoit la collecte, le traitement, et la dispersion des eaux usées à l'échelle parcellaire.

Elle s'adapte à un tissu d'habitat diffus à moyennement dense. L'examen de la carte pédologique permet la définition des filières, celui de l'examen parcellaire, la difficulté des travaux d'installation.

- Deuxième orientation technique : **l'assainissement collectif**

L'ensemble des habitations est raccordé à un réseau unique de collecte dirigé vers un site unique de traitement. Elle s'adapte bien au contexte d'habitat dense.

Cependant, les hameaux trop éloignés sont traités par une solution collective se rapportant à un système non collectif surdimensionné, afin d'éviter toute aberration financière.

L'assainissement des eaux pluviales peut être assuré par des fossés naturels, des réseaux pluviaux ouverts ou enterrés, des réseaux unitaires dirigeant eaux usées et eaux pluviales vers des installations de traitement et par des techniques alternatives limitant les transferts d'eaux pluviales.

Dans certains cas, la pollution apportée par les eaux pluviales est préjudiciable au milieu naturel. Un traitement des eaux pluviales collectées peut alors être envisagé, ainsi que la lutte contre l'imperméabilisation.

2.2 Aspects réglementaires

Les principaux textes généraux applicables dans le domaine de l'assainissement sont les suivants :

- Directive européenne du 21 mai 1991 relative au traitement des eaux usées résiduelles urbaines,
- Loi sur l'Eau n°92-3 du 3 janvier 1992 (complétée par la loi n° 2006-1772 du 30 décembre 2006 sur l'eau et milieux aquatiques) donne des compétences et des obligations nouvelles aux communes dans le domaine de l'assainissement non collectif :

- L'article 35-I de la Loi sur l'Eau a complété l'article L.372-1 du Code des Communes repris par l'article L.2224-8 du code général des Collectivités Territoriales, et précise :
 - « Les communes assurent le contrôle des raccordements au réseau public de collecte, la collecte, le transport et l'épuration des eaux usées, ainsi que l'élimination des boues produites ».
 - « Pour les immeubles non raccordés au réseau public de collecte, les communes assurent le contrôle des installations d'assainissement non collectif ».
- L'article 35-III de la Loi sur l'Eau a complété l'article L.372-3 du code des communes, repris par l'article L.2224-10 du code général des collectivités territoriales où il est rappelé que les communes délimitent, après enquête publique, les zones d'assainissement collectif et les zones d'assainissement non collectif,
- L'article 36 de la Loi sur l'Eau a complété l'article L.1331 du code de la santé publique et précise désormais :

« Les immeubles non raccordés au réseau public de collecte des eaux usées sont équipés d'une installation d'assainissement non collectif, dont le propriétaire doit faire régulièrement assurer l'entretien et la vidange par une personne agréée par le représentant de l'Etat dans le Département, afin d'en garantir le bon fonctionnement. ».

- Code des collectivités territoriales, notamment ses articles L.2224-8 et L.2224-10 qui reprennent les articles L. 372-1-1 et L. 372-3 du Code des communes, modifié par l'article 35-III de la Loi n°92-3 du 3 janvier 1992 sur l'eau et le décret n°2007-397 du 22 mars 2007 relatif à la collecte et au traitement des eaux usées ;
- Code de la santé publique, notamment ses articles L. 1331-1 et suivants ;
- Code de la construction et de l'habitation, notamment ses articles L.111-4 et R.111 3.

2.2.1 L'assainissement collectif

- Circulaire du 8 décembre 2006 relative à la mise en conformité de la collecte et du traitement des eaux usées des communes soumises aux échéances des 31 décembre 1998, 2000 et 2005 en application de la directive n°91/271/CEE du 21 mai 1991 relative au traitement des eaux résiduaires urbaines.
- Arrêté du 22 juin 2007 relatif à la collecte, au transport et au traitement des eaux usées des agglomérations ainsi qu'à la surveillance de leur fonctionnement et de leur efficacité, et aux dispositifs d'assainissement non collectif recevant une charge brute de pollution organique supérieure à 1,2 kg/j de DBO5. Cet arrêté abroge et remplace les deux arrêtés du 22 décembre 1994 (concernant les prescriptions techniques et les modalités d'auto-surveillance), ainsi que l'arrêté du 21 juin 1996 (concernant les prescriptions techniques et contrôle des stations d'épuration d'une capacité inférieure à 120 kg DBO5).
- Circulaire du 17 décembre 2007, additif à la circulaire du 8 décembre 2006 relative à la mise en conformité de la collecte et du traitement des eaux usées.
- Circulaire du 15 février 2008 ayant pour objet l'instruction de l'arrêté du 22 juin 2007.
- Arrêté du 24 août 2017 modifiant l'Arrêté du 21 juillet 2015 qui a remplacé l'Arrêté du 22 juin 2007. Il fixe les prescriptions techniques s'appliquant aux collectivités afin qu'elles mettent en œuvre une gestion rigoureuse et pragmatique du patrimoine de l'assainissement, conforme aux enjeux de la directive relative au traitement des eaux résiduaires urbaines, de la directive cadre sur l'eau, de la directive cadre stratégie milieu marin, la directive concernant la gestion de la qualité des eaux de

baignade et la directive relative à la qualité requise des eaux conchylicoles. Il fixe des prescriptions techniques similaires s'appliquant aux maîtres d'ouvrage des installations d'assainissement non collectif recevant une charge brute de pollution organique supérieure à 1,2 kg/j de DBO5. Cette révision est l'occasion d'affiner le suivi des systèmes d'assainissement de petite taille en adaptant les prescriptions réglementaires de façon pragmatique : la conception et la surveillance de ces systèmes doivent permettre d'atteindre le meilleur ratio possible coût/bénéfice pour l'environnement.

2.2.2 L'assainissement non collectif

- Arrêté du 7 septembre 2009, il abroge l'arrêté du 6 mai 1996, modifié par l'arrêté du 24 décembre 2003, relatif aux prescriptions techniques applicables aux systèmes d'assainissement non collectif et aux modalités du contrôle technique exercé par les communes sur les systèmes d'assainissement non collectif définissant de manière complète et cohérente :
 - suivant de la Loi sur l'Eau, des articles L.1331-1 et suivants du code de la santé publique et de l'article R.111-3 du code de la construction et de l'habitation ;
 - les obligations des communes pour la mise en œuvre du contrôle technique de ces installations.
- L'arrêté du 7 mars 2012 qui a pour objet d'introduire, dans l'arrêté "prescriptions techniques" de 2009, un chapitre relatif aux "prescriptions techniques minimales applicables au traitement des installations neuves ou à réhabiliter".
- Circulaire n°97-49 du 22 mai 1997 explicitant les conditions de mise en œuvre des dispositions des arrêtés du 6 Mai 1996 précités.
- Norme AFNOR XP P 16-603 référence DTU 64.1 de mars 2007 explicitant les conditions de mise en œuvre des dispositifs d'assainissement autonome.

2.2.3 Règlement d'assainissement collectif

Les droits et devoirs des usagers de l'assainissement collectif doivent être précisés dans le règlement communal d'assainissement.

Ce document définit en particulier les rejets autorisés selon la nature du réseau et de l'installation de traitement finale.

Les industriels et apparentés peuvent constituer des exceptions compte tenu de la nature et du volume des effluents rejetés. Dans ce cas, il est indispensable de définir les conditions de raccordement à travers la mise en place d'une « Convention de rejet » entre l'industriel d'une part, et le Maître d'ouvrage des réseaux et de la station d'épuration d'autre part. Pour les établissements relevant des installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE), la réglementation définit exactement le cadre de la négociation de ces conventions.

3 PRESENTATION DE LA COMMUNE

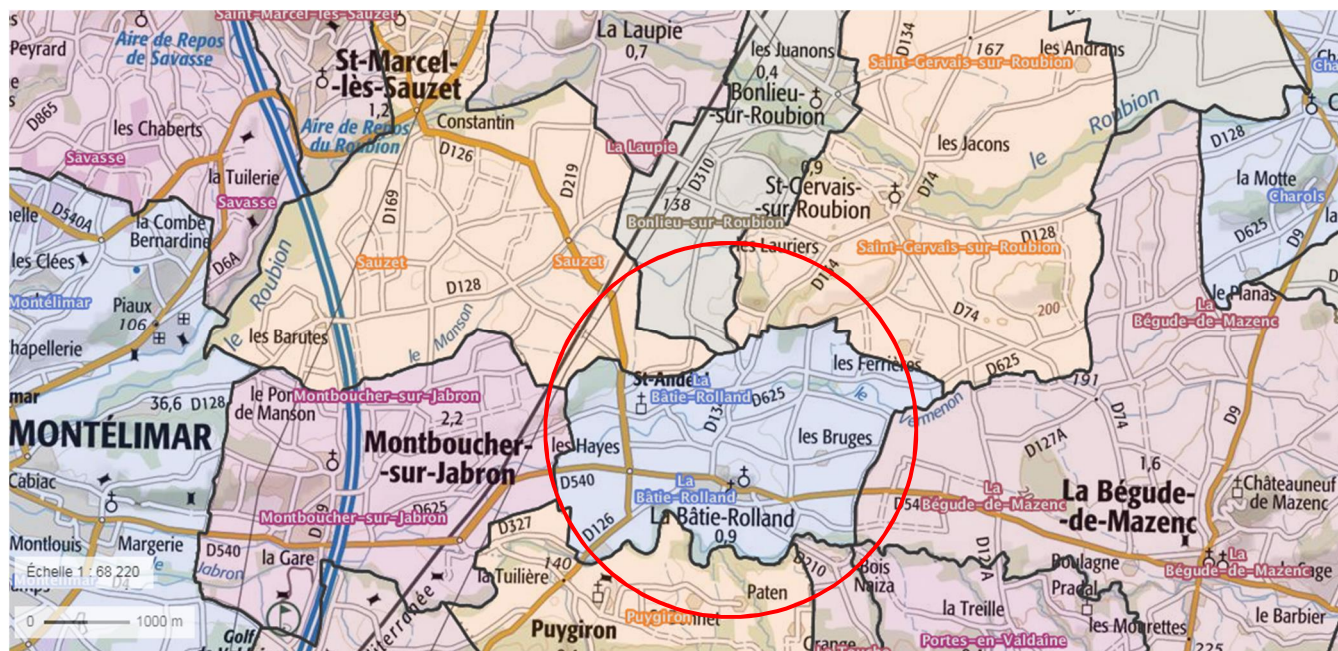
3.1 Milieu physique

3.1.1 Situation générale

Le territoire de la commune de **LA BATIE-ROLLAND** se trouve à environ une dizaine de kilomètres à l'Est de l'agglomération Montilienne. Il s'étend sur un vaste secteur de plaine et d'une superficie de l'ordre de 833 ha.

Son territoire est limitrophe de celui des communes suivantes :

- BONLIEU SUR ROUBION, ST GERVAIS SUR ROUBION et St MARCEL LES SAUZET, au Nord,
- MONTBOUCHER SUR JABRON, à l'Ouest,
- PUYGIRON, la BEGUDE DE MAZENC et LA TOUCHE au Sud
- la BEGUDE DE MAZENC, à l'Est.



Extrait de carte IGN (Sce. Géoportail) : Localisation du territoire communal.

3.1.2 Contexte socio- démographique (Sce. BE CROUZET)

3.1.2.1 Démographie

D'après les données INSEE, en 2013, il a été recensé 903 habitants, 442 résidences, dont 375 résidences principales, 42 secondaires et 25 logements vacants. Le taux moyen d'occupation par foyer serait de l'ordre de 1.5 personnes par ménage.

3.1.2.2 Activités saisonnières

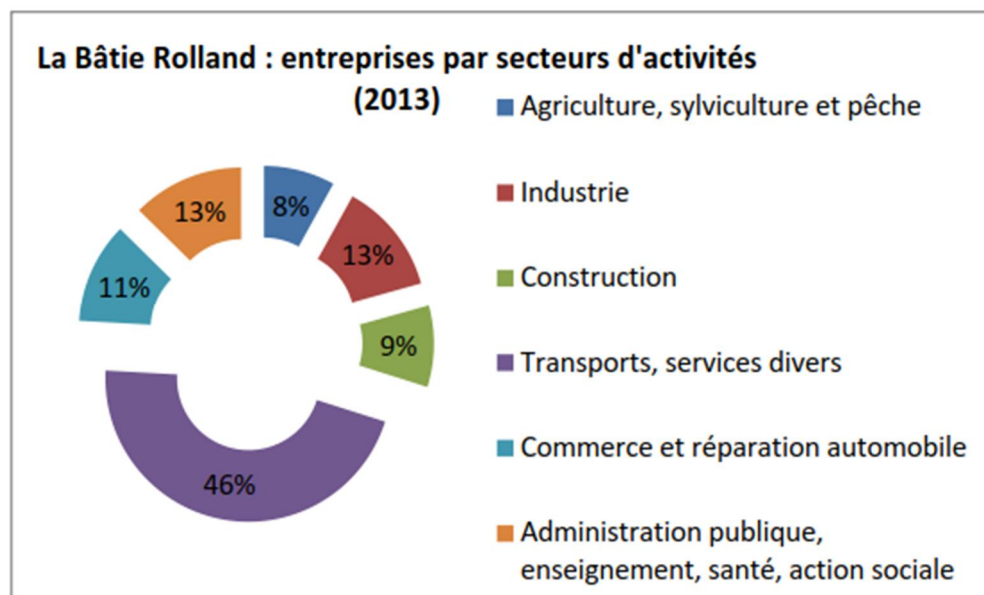
La population saisonnière n'est pas très importante, les résidences secondaires ne représentent qu'environ 9 % des logements. La commune compte aussi :

- 6 maisons d'hôtes ou gîtes pour une capacité totale d'hébergement d'environ 30 personnes.
- 5 emplacements de camping de l'Arboretu,

L'impact des saisonniers sur les rejets domestiques est donc négligeable.

3.1.2.3 Activités économiques

En dehors des petits commerces de centre-ville, ce sont essentiellement des activités industrielles et artisanales et des activités liées aux bâtiments et travaux publics qui constituent le gros des activités présentes.



Profil économique de la commune de la Bâtie Roland (Sce : BE CROUZET)

Parmi les entreprises principales et implantées historiquement sur le territoire communal, il peut être cité :

- TOP semence qui emploie, de la production à la commercialisation, 62 personnes et 150 saisonniers,
- Une Entreprise de chaudronnerie industrielle,
- Une Entreprise de thermoformage des plastiques et matières plastiques,
- La Carrière sur le site des Bruges qui emploie une vingtaine de personnes,
- Une Entreprise de fabrication de structures métalliques.

3.1.3 Urbanisme

Un PLU est en cours d'élaboration.

3.2 Contexte naturel

3.2.1 Contexte climatique

La commune de **LA BATIE-ROLLAND** a un climat caractéristique de la basse vallée du Rhône qui appartient à la frange septentrionale du domaine climatique méditerranéen.

Ce climat est caractérisé par :

- une pluviosité moyenne de 933 mm par an, l'été est marqué par un phénomène de sécheresse avec une pluviométrie de seulement 40 mm au mois de juillet,
- la température moyenne est de 13.1 °C avec des amplitudes thermiques marquées (5°C en hiver et 24°C en été),
- Les vents prédominants sont de secteur Nord dans 60% des observations, et de secteur Sud dans 18% des observations.

3.2.2 Topographie

Un assainissement autonome, placé dans des pentes supérieures à 15 %, nécessite un aménagement important afin d'aplanir le site. Dans le cas contraire, les effluents risquent de ressortir rapidement à la surface et ne pas s'infiltre verticalement. Les aménagements établis peuvent provoquer des glissements de terrains, en particulier lorsque les sols ne sont pas stables.

Ainsi, on considère qu'il est très difficile d'envisager un assainissement individuel quand les pentes sont supérieures à 15 %, et difficile -mais concevable- quand elles sont comprises entre 10 et 15 %.

Le territoire communal de LA BATIE-ROLLAND, d'une superficie de 833 ha, s'étend sur un vaste secteur de plaine de la Valdaine, autour d'une colline à +211 m NGF située au lieu-dit "Lerat". L'altitude de territoire communale oscille globalement entre + 130 m et + 170 m NGF.

3.2.3 Contexte géologique

La présence d'un substratum rocheux, à faible profondeur, est une contrainte majeure pour la mise en œuvre d'un système d'assainissement autonome :

- 1. si le substratum apparaît avant 1 m de sol végétal, l'épuration n'est pas suffisante,
- 2. si le substratum est imperméable (roche compacte ou argile), les effluents ne pourront pas s'infiltre,
- 3. si le substratum est fissuré ou fracturé, les effluents s'infiltrent, leur épuration dépendra de la nature de la roche et de leur temps de séjour.

D'après les informations livrées par la carte géologique de la France à 1/50 000, feuille de Montélimar, le territoire de la Commune de La BATIE-ROLLAND est, recouvert en affleurement par des formations datées du Plio-quaternaire. Il s'agit :

- Conglomérat grossier cartographiés "mp", cette formation affleure au niveau du secteur dit "Lerat" et au voisinage du lieu-dit "le Plan".
- Alluvions fluviales
 - des moyennes terrasses, notées "Fx", ces alluvions affleurent aux extrémités Nord -Est et Nord-Ouest du territoire communal,
 - des basses terrasses cartographiées « Fy » et composées principalement d'un faciès sablo graveleux ou franchement sableux dont l'épaisseur serait d'environ 10 à 12 m,
 - de fond de vallée, notées « Fz » et comprennent, suivant les endroits, des dépôts tantôt caillouteux, tantôt limoneux ou argileux.

Ces alluvions peuvent être localement couvertes par des formations superficielles variées ou indéterminées du Quaternaire composées de limons ou de colluvions sablo-argileux sur une épaisseur inférieure à un mètre. Il s'agit :

- Lehm (limon brun rougeâtre, non calcaire de nature sablo-limono-argileuse) "Oe1",
- faciès loessique "Oe",
- Colluvions à matrice fine (sablo-argileuse) "Cs"

Ces alluvions reposent sur des formations datées du Crétacé et du Pliocène qui n'affleurent qu'au niveau des reliefs environnants.

3.2.4 Contexte hydrogéologique

Il repose sur le recensement et l'étude des eaux souterraines. L'aptitude d'un sol à l'assainissement autonome peut être conditionnée par la présence ou l'absence de nappes phréatiques à faible profondeur.

Le territoire de la commune de **LA BATIE-ROLLAND** est concerné par l'entité hydrogéologique dite « plaine de Marsanne ». La nappe phréatique est contenue dans les épandages quaternaires.

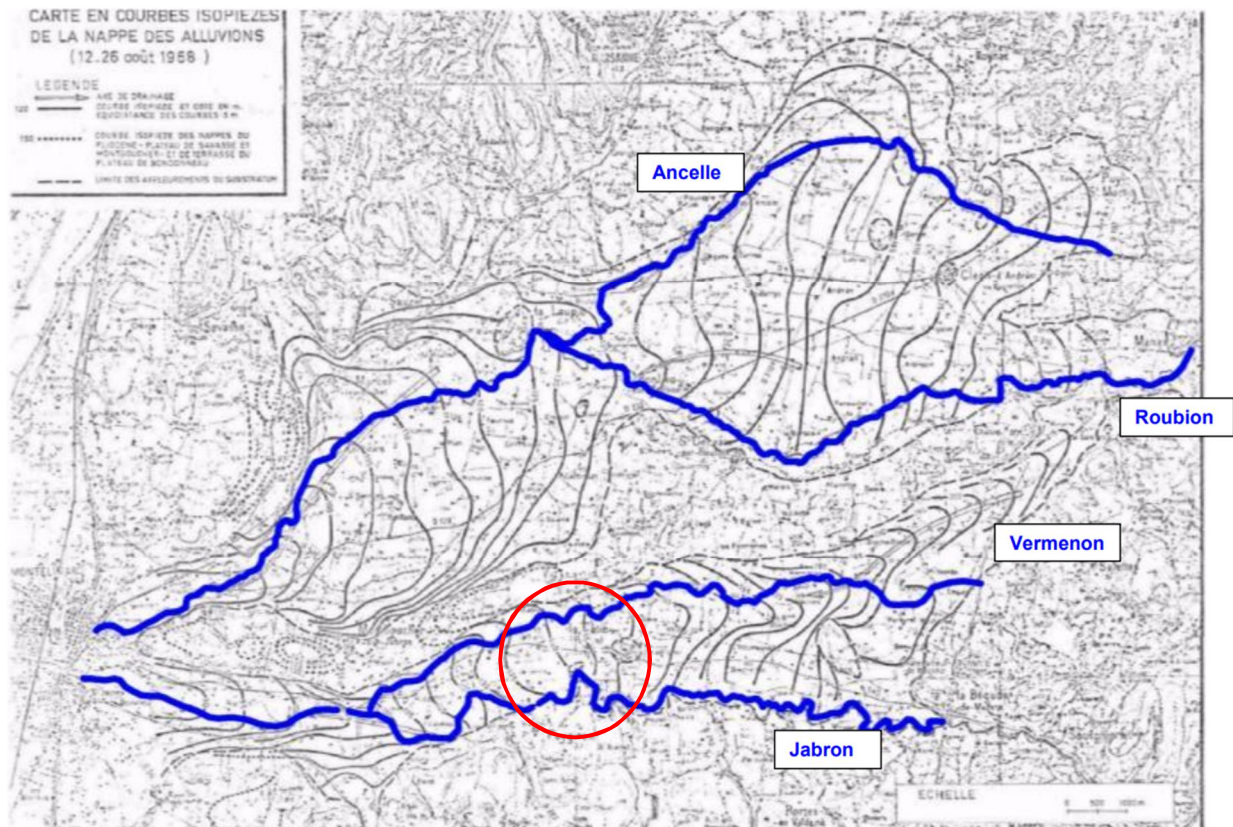
Les alluvions anciennes constituent l'essentiel du magasin aquifère. Il s'agit de cailloutis calcaires dans une matrice de sables grossiers plus ou moins argileux. Leur épaisseur varie de 5 à 15 m et est généralement recouverte par une couche de limons plus ou moins argileuse avec des passées sableuses ou graveleuses, dont l'épaisseur varie entre 1 et 4 mètres.

L'épaisseur mouillée ne dépasse pas 3 mètres et la surface piézométrique se situe entre 6 et 10 m de profondeur par rapport au sol et son gradient serait de l'ordre de 0,06%. Cette nappe peut être libre à semi-captive selon la position par rapport au recouvrement limoneux et ses limites sont constituées par les affleurements du substratum crétacé encadrant la dépression, et par les terrains pliocènes.

D'après la carte piézométrique de août 1968 ci-après (BRGM 74-SGN-059JAL) "Pour le bassin du Jabron et de son affluent le Vermenon, les cours d'eau drainent la nappe entre La Bégude et La Bâtie-Rolland lieu d'émergence naturelle de la nappe. Les axes d'écoulement préférentiels suivent des chenaux perméables comme entre Charols et La Bâtie-Rolland ou entre La Bâtie et la confluence Jabron-Vermenon. L'épaisseur

mouillée des alluvions est en moyenne inférieure à 3 m avec des variations saisonnières comprises entre 2 m en amont et 1 m en aval.

En année sèche, la recharge régulatrice inter-saisonnière de la nappe des alluvions est estimée à 4 millions de m³ pour celle du Jabron. Ces valeurs sont cohérentes avec les variations du niveau du toit de la nappe et l'estimation de la pluie efficace hivernale.



Piézométrie du mois d'Août 1968 (Sce. BRGM 74-SGN-059JAL)

3.2.5 Captage A.E.P

La commune de la **BATIE-ROLLAND** fait partie du SIEBR. (Syndicat Intercommunal des Eaux du Bas Roubion). Le eau distribuée provient de la station de pompage des Reynières à Bonlieu-sur-Roubion qui produit 80 % environ de la ressource, et des sources de Combe Reynaud à Poët Laval, des sources du Brion à la Bégude de Mazenc, et des sources de Eyzahut.

Ces ressources en eau, situées en dehors du territoire communal, sont protégées par des périmètres de protection.

3.2.6 Contexte hydrologique

3.2.6.1 Description

La zone d'étude appartient au bassin hydrographique du Jabron. Son principal affluent se situe en rive droite est « Le Vermenon » qui traverse le territoire communal.

- **Le Jabron**

Ce cours d'eau qui coule en limite Sud du territoire de la commune de **la BATIE-ROLLAND**, se coule sur environ 40 km depuis la plaine de Clos Rabier à Comps jusqu'à sa confluence avec le Roubion à Montélimar. Son bassin versant s'étend sur environ 200 km² et présente un réseau plus dense en rive gauche qu'en rive droite.

- **Le Vermenon**

Il rejoint le Jabron en rive droite après un parcours de 15 km, presque exclusivement dans la plaine alluviale du Jabron. La nature des terrains traversés est donc en majorité alluvionnaire. Les faciès de coulement majoritaires sont des plats lents et des mouilles, avec quelques zones de radiers. Le substrat est dominé par des dépôts de graviers, de sables et surtout de limons dans les zones lentes. Dans les zones rapides, les cailloux grossiers et fins sont souvent encroutés par un dépôt calcaire.

Une étude réalisée sur le Vermenon en 2010 (Syndicat Mixte d'Aménagement Rural de la Drôme) révélait un milieu en « bon » état écologique au regard des normes européennes. La station d'étude était située en aval de La Bâtie-Rolland (pont de Fabras). Malgré tout, les teneurs élevées en nitrates témoignent d'une pollution anthropique, certainement d'origine agricole. On note un apport diffus de nitrates d'origine agricole par la nappe, dont les teneurs en pesticides et en composés azotés sont élevées dans ce secteur.

3.2.6.2 Usages

Le Jabron, comme tous ses affluents, est classé en 1^{re} catégorie piscicole sur l'ensemble de son linéaire.

3.2.7 Schéma Directeur d'Aménagement et Gestion des Eaux (SDAGE)

Selon le SDAGE Rhône-Méditerranée, la zone d'étude est concernée par :

- Les masses d'eau souterraines qui sont :
 - La ME FR_DO_508 « Formations marno-calcaires et gréseuses dans BV Drôme, Roubion »,
 - La ME FR_DO_327 « Alluvions du Roubion et Jabron . Plaine de Valdain ».
- les masses d'eau superficielles qui sont :
 - FRDR429a "Le Jabron de Souspierre à sa confluence avec le Roubion"
 - FRDR10850 "Ruisseau le Vermenon" Affluent rive droite du Jabron . confluence à Montboucher-sur-Jabron.

3.2.8 Schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux (S.A.G.E.) et contrat de rivière

Le territoire communal n'est pas concerné par un schéma d'aménagement et de gestion des eaux (SAGE), mais par les contrats de rivière suivants :

- R045 Drôme et Haut Roubion,
- R072 Drôme et Haut Roubion (2^e contrat),
- R231 Drôme,
- R245 Roubion - Jabron . Riaille.

3.2.9 Zones protégées

3.2.9.1 NATURA 2000

Le territoire communal n'est pas concerné par de telles zones. La zone NATURA 2000 la plus proche est située à environ 2 km (à vol d'oiseau) au Nord du territoire communal est la Zone Spéciale de Conservation « La rivière du Roubion » référencée sous le code FR 8201679, avec des espèces aquatiques animales et végétales protégées.

(Cf. Annexe 1).

3.2.9.2 ZNIEFF

Le territoire de la Commune est concerné par une ZNIEFF de type I : 26000028 Le Jabron (370.13 ha)

(Cf. Annexe 2).

3.2.9.3 Les zones humides

Le territoire de la Commune de **LA BATIE-ROLLAND** est concerné par les zones humides liées au Jabron et le Vermenon, il s'agit :

- 26CRENag0004 Vermenon03 8.44 ha
- 26CRENag0005 Vermenon04 6.45 ha
- 26CRENag0006 Vermenon05 18.23 ha
- 26CRENag0007 Vermenon06 3.61 ha
- 26CRENag0044 Jabron02 24.15 ha
- 26CRENag0045 Jabron03 32.53 h
- 26CRENag0046 Jabron04 21.45 ha
- 26CRENag0052 Manson03 2.49 ha

(Cf. Annexe 3).

3.2.9.4 Zone vulnérable aux nitrates

Le territoire de la Commune est concerné par une zone vulnérable aux nitrates.

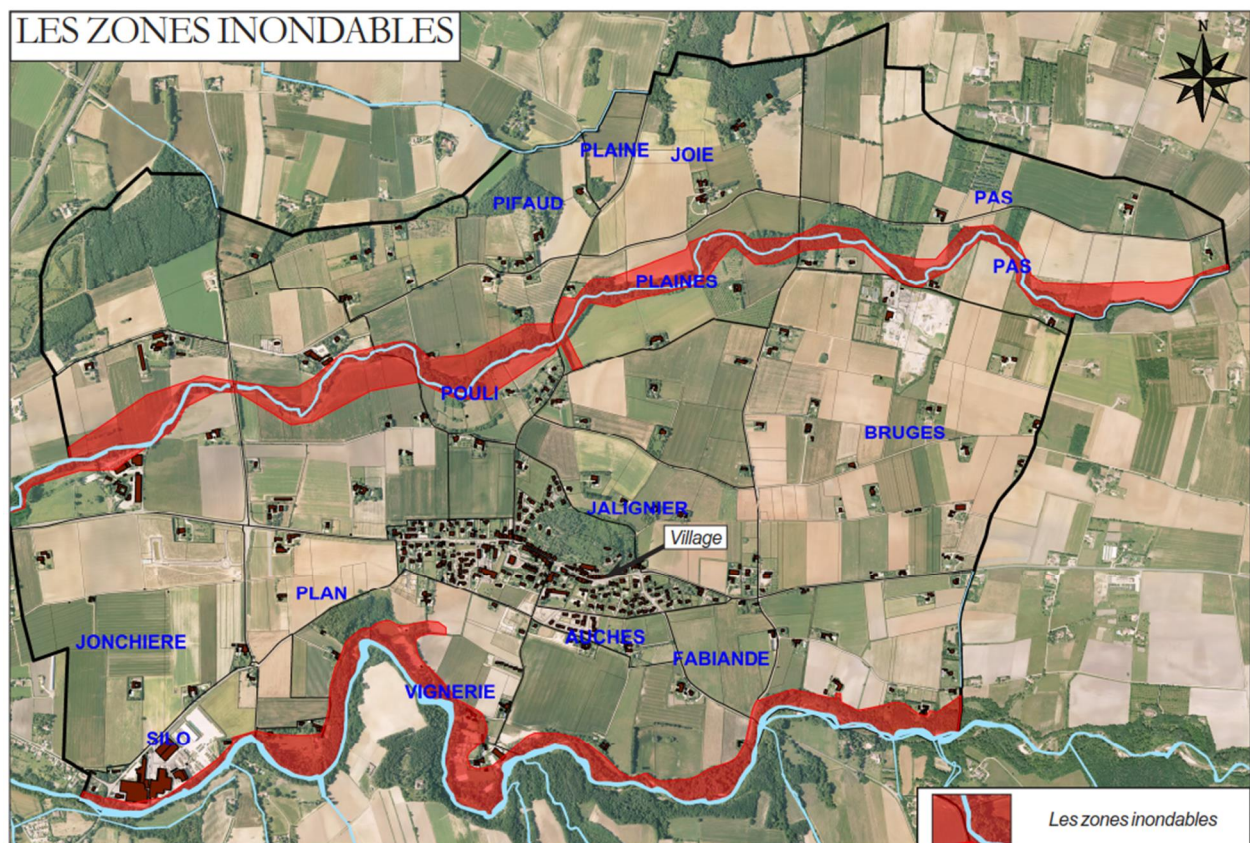
Cette zone est définie par l'arrêté du 28 juin 2007 par le Préfet coordonnateur de bassin Rhône Méditerranée. La zone vulnérable concernée est celle de la Vallée du Rhône, plaine de Valence et Montélimar.

3.2.10 Zones particulières

3.2.10.1 Risques d'inondation

Il n'existe pas de Plan de Prévention des Risques (P.P.R.) sur la commune.

D'après le rapport **BE CROUZET**, le risque d'inondation est issu de deux sources : la constatation des crues entre autres celles de 1988 pour le Vermenton et l'étude des zones inondables du Jabron par le bureau d'étude SOGREAH en 1990.



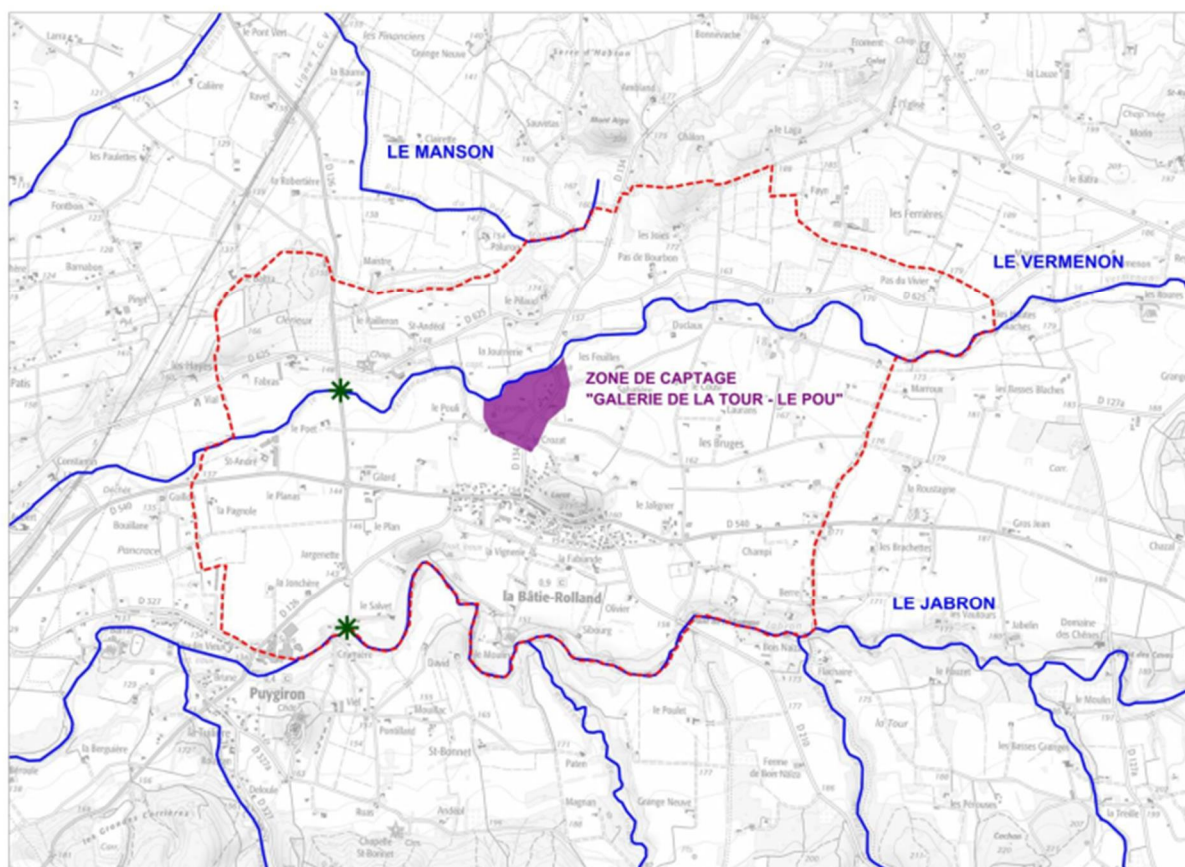
Localisation des zones inondables (Sce. Rapport BE CROUZET)

3.2.10.2 PERIMETRES DE PROTECTION DES CAPTAGES D'EAU POTABLE

Le territoire communal de LA BATIE-ROLLAND abrite les périmètres de protection du captage dit de la TOUR. Ce captage est utilisé pour alimenter en période de pointe environ 5 000 abonnés de la ville de MONTELIMAR.

Cet ouvrage fait partie des 507 captages prioritaires français et des 13 captages Drômois inclus dans les accords de Grenelle pour lesquels l'État demande une protection renforcée pour prévenir la détérioration de la qualité de l'eau, notamment vis-à-vis des nitrates et des pesticides, et réduire le degré de traitement nécessaire à la production d'eau potable.

L'ensemble de la commune de la Bâtie-Rolland se situe donc sur un territoire identifié comme une « Zone d'Actions Prioritaires » (ZAP Eau) au regard de la qualité de l'eau. La ZAP a pour objectif de répondre aux problématiques de la gestion qualitative de la ressource en eau et des pollutions diffuses.



Légende

Commune de la Bâtie-Rolland

Réseau hydrographique
 Principaux cours d'eau

Gestion de la ressource en eau et des problématiques environnementales

Zone d'Actions Renforcées (ZAR) - directive Nitrates

Secteurs sensibles à l'eutrophisation

Localisation des captages (Sce. Rapport Ecoter)

4 ASSAINISSEMENT NON COLLECTIF

4.1 L'état de l'assainissement non collectif

Sur 157 installations d'assainissement autonome contrôlées par le **SPANC** de **MONTELIMAR-AGGLOMERATION**, 50 % environ étaient non conformes.

4.2 Nature des sols et aptitude à l'assainissement non collectif

4.2.1 Conditions pour la mise en place d'un assainissement autonome

La méthodologie de classement des sols est définie selon les contraintes imposées par le sol, l'eau (niveau de la nappe), la roche (profondeur du substratum), la pente et le contexte environnemental (présence de puits exploités, zones protégées, ...).

Le croisement de toutes les contraintes conduit à la définition de l'aptitude des sols à l'assainissement non collectif, le contexte le plus favorable étant un traitement par tranchées d'épandage, à faible profondeur, dans le sol en place. Si ces conditions ne sont pas respectées, il faudra prévoir des techniques d'assainissement plus « sophistiquées », et de ce fait, plus coûteuses.

4.2.2 Aptitude des sols à l'assainissement autonome

Des études de l'aptitude des sols à l'assainissement non collectif ont été réalisées par le Bureau d'études HYDROC dans le cadre du schéma directeur de 2004. Ces études ont concerné les secteurs de LE MOULIN, LA VIGNERIE, LE PLAN, GILARD et LES BRUGES.

La reconnaissance géologique a été réalisée à partir de sondages au tractopelle, le 8 décembre 2004 après une période relativement humide depuis le début du mois de novembre. Les fossés étaient en eau pour la plupart et la présence de la nappe aux environs de la cote de hautes eaux.

Les essais d'infiltration ont été réalisés le 12 janvier 2005 lors de la même période climatique avec des qualités de sol intéressantes pour le calcul des valeurs de perméabilité.

(Cf. Carte aptitude des sols en annexe 4).

Les études ont ainsi défini 3 zones :

- Zones repérées en **Vert** : Aptitude favorable (épandage en tranchées dans le sol en place).
- Zones repérées en **Jaune** : Aptitude moyennement favorable (épandage en sol reconstitué non drainé, aménagements spécifiques sur terrain en pente).
- Zones repérées en **Rouge** : Aptitude défavorable (épandage en sol reconstitué et drainé pour les sols argileux, présence d'une nappe à faible profondeur, substratum rocheux affleurant, pente trop forte ...).

Les résultats d'aptitude des sols sur les quartiers sont les suivants :

- **LA VIGNERIE (150), 153) CHAMPI (32, 150), AUCHES (28) GILARD (33, 168)** : Le sol en place possède une aptitude **favorable** à l'assainissement non collectif avec technique utilisant le sol en place

(utilisation de l'épandage par tranchées d'infiltration ou par lit d'épandage à faible profondeur). Le dimensionnement proposé est calculé en fonction des différents coefficients de perméabilité, et adapté aux caractéristiques du terrain.

- **LE PLAN (29, 30, 60, 62), LA VIGNERIE (120), LES BRUGES (71, 139), GILARD (24)** : Le sol en place possède une aptitude **moyennement favorable** à l'assainissement non collectif avec technique de substitution du sol en place. Les terrains filtrants se situant aux alentours de 1 m de profondeur. Le filtre à sable permet de traiter les eaux et les alluvions d'infiltrer les eaux une fois traitées.
- **CHAMPI (137, 138) AUCHES (105)** : Le sol en place (argileux ou limono-argileux) et la présence de traces d'hydromorphie entraînent une aptitude **défavorable** à l'assainissement non collectif. Mis à part dans les cas exceptionnels de réhabilitation ou autre, l'assainissement non collectif est déconseillé (Technique la plus adaptée : épandage sur lit filtrant drainé avec un rejet prévu dans le milieu hydraulique superficiel ou en profondeur).

4.2.3 Remarques importantes

- La carte d'aptitude des sols étant définie à partir de sondages ponctuels d'une part, et les sols étant par nature très hétérogènes sur la commune d'autre part, il est fortement conseillé pour tout projet de construction ou de réhabilitation de filière d'assainissement non collectif, de confirmer la filière par un sondage sur la parcelle concernée.
- La carte d'aptitude des sols à l'assainissement non collectif est un outil d'aide à la décision pour le choix du zonage de l'assainissement par les élus de la collectivité. Elle sera le cas échéant utilisée par le SPANC (Service Public de l'Assainissement Non Collectif) dans le cadre de sa mission de contrôle des installations existantes, ainsi que pour l'attribution des autorisations de construction ou de réhabilitation. Elle n'est cependant pas exhaustive à l'échelle de la commune et ne fait pas l'objet d'enquête publique.
- Certaines techniques particulières admises pour la réhabilitation ou la création de dispositif d'assainissement autonome pour des habitations existantes ne seront autorisées qu'à titre exceptionnel. Elles peuvent être refusées dans le cas de constructions neuves.

4.2.4 Organisation du service d'assainissement non collectif

Le contrôle des installations est une obligation importante de la collectivité compétente. Bien réalisé, il pérennisera les nouvelles installations et permettra, lorsque cela sera nécessaire, la réhabilitation de l'existant dans de bonnes conditions. Les textes réglementaires sont :

- l'arrêté du 7 septembre 2009 "relatif aux modalités de l'exécution de la mission de contrôle des installations d'assainissement non collectif"
- le décret du 3 juin 1994,
- l'arrêté du 6 mai 1996 établissent l'obligation, pour la commune, d'assurer le contrôle des installations d'assainissement non collectif. Celui-ci comprend :
 - la vérification technique de la conception, de l'implantation, et de la bonne exécution des ouvrages. Pour les installations nouvelles ou réhabilitées, cette dernière vérification est plus aisée avant remblaiement.

- la vérification périodique de leur bon fonctionnement, qui porte au minimum sur les éléments suivants :
 - vérification du bon état des ouvrages, de leur ventilation, et de leur accessibilité,
 - vérification du bon écoulement des effluents jusqu'au dispositif de dépuración,
 - vérification de l'accumulation normale des boues à l'intérieur de la fosse,
 - contrôle de la qualité du rejet le cas échéant.
- éventuellement entretien : organisation et prise en charge collective des coûts d'entretien des ouvrages, si les élus le décident.

L'assainissement individuel fonctionne si et seulement si :

- le dispositif d'assainissement est adapté au sol (d'où l'étude de sol au préalable),
- la réalisation de ce dispositif est confiée à des entreprises expertes,
- le dispositif fait l'objet d'un entretien régulier pour en assurer le bon fonctionnement, et donc diminuer les nuisances.

Le Service Public d'Assainissement Non Collectif (SPANC) est assuré par la **Communauté d'Agglomération Montélimar-Agglomération**. Le SPANC est un service public à caractère industriel et commercial (art. L.2224-8 à 12 du CGCT, Circ. 22/05/97). A ce titre, il est financé par une redevance correspondant au coût du service rendu (égalité des usagers devant le service). Il a notamment pour mission d'assurer un contrôle technique des installations.

4.2.5 Coûts du projet et répercussions financières

4.2.5.1 Coûts d'investissement en équipements d'assainissement non collectif

Le coût d'investissement pour la mise en place d'une filière d'assainissement non collectif est très variable d'un abonné à l'autre, il dépend notamment :

- de la nature de l'opération (constructions neuves ou réhabilitations),
- de la qualité des ouvrages existants (fosses réutilisables ou à remplacer, etc.),
- de la nature des sols,
- des contraintes locales (fortes pentes, nécessité de relever les effluents, etc.),
- du dimensionnement des ouvrages (fonction de la taille et de l'occupation du bâti).

Le coût de la mise en place ou de la réhabilitation des assainissements individuels, non conformes ou manifestant des dysfonctionnements, est estimé en moyenne entre 6 000 et 10 000 " (pour un logement de 3 chambres).

NB : le pétitionnaire devra fournir une étude de sols spécifique à l'assainissement autonome de manière à adapter la filière au terrain et au bâti concerné. Le montant de cette étude peut être estimé à 1 200 " HT.

4.2.5.2 Coûts de fonctionnement des équipements d'assainissement non collectif

Les dispositifs de prétraitement, fosses septiques ou fosses toutes eaux doivent être vidangés tous les 4 ans (ou après contrôle de la hauteur de boues) d'après la réglementation en vigueur par un vidangeur agréé. Cet entretien est indispensable pour éviter le colmatage des fosses et pour empêcher tout départ de

boues susceptible de colmater les ouvrages de traitement à l'aval ou de nuire à l'environnement et à la salubrité publique si le rejet est direct.

4.2.6 Répercussions financières

La totalité des coûts d'investissement et de fonctionnement des filières d'assainissement non collectif est à la charge des propriétaires des installations.

5 ASSAINISSEMENT COLLECTIF

5.1 Généralités

Le service assainissement des eaux usées de la commune de **LA BATIE-ROLLAND**, comptait en 2016, 329 abonnés et les volumes facturés étaient de l'ordre de 30 671 m³.

Le réseau des eaux usées de type séparatif est composé 7 737 mètres de canalisations, hors branchements.

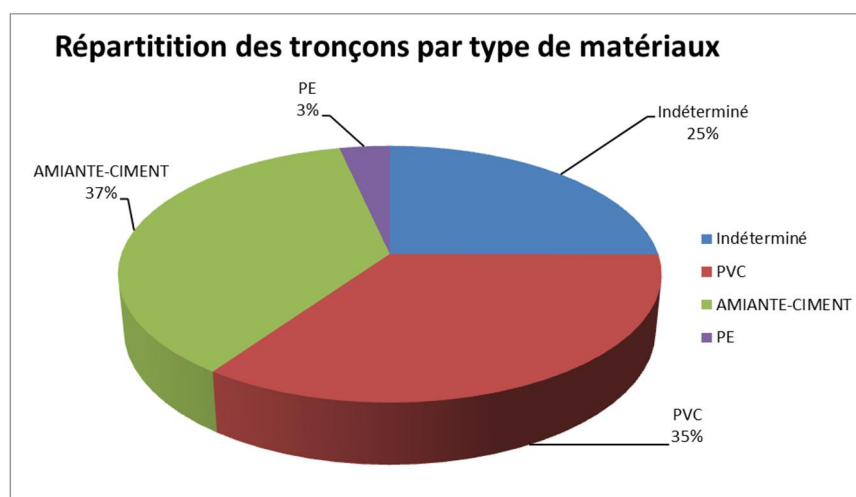
Les effluents ainsi collectés par le réseau sont refoulés via un poste de refoulement vers Montélimar.

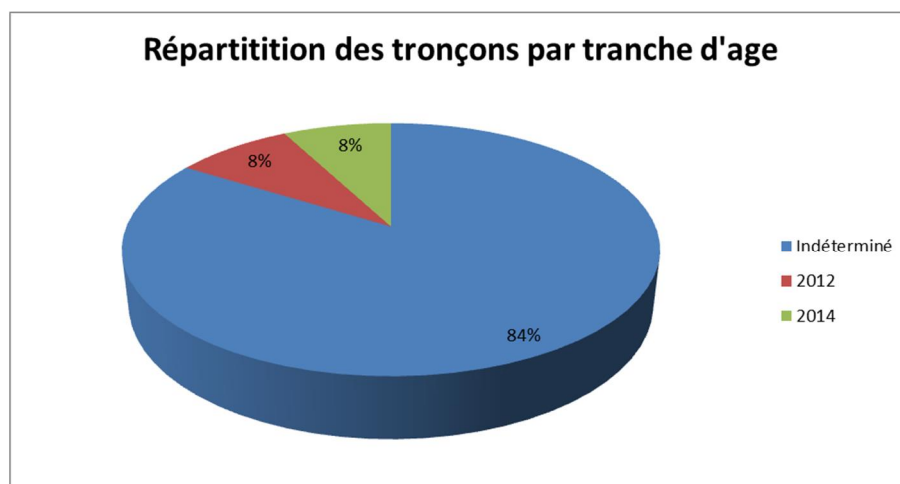
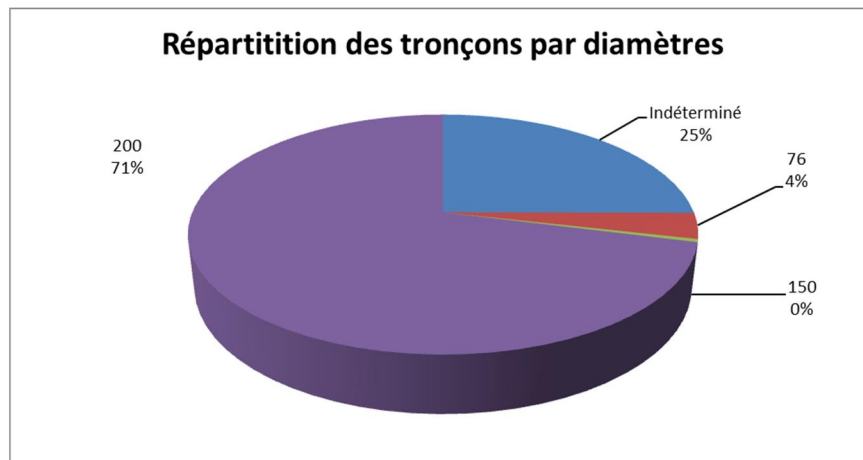
Un bassin d'orage est également aménagé au niveau du site de l'ancienne station d'épuration à proximité du poste de refoulement.

Les effluents domestiques collectés sont traités dans la station d'épuration intercommunale de Montélimar-Agglomération.

5.2 Réseau d'assainissement des eaux usées

Le réseau des eaux usées compte 7 737 mètres linéaire,. Les diamètres des canalisations sont majoritairement en 200 mm (71%) et en amiante Ciment et PVC.





Le système d'assainissement de la commune a fait l'objet en 2004, d'une étude diagnostique avec campagne de mesures. Cette étude a montré que **par temps sec**, le réseau d'eaux usées collecte 46 m³/j d'effluents, et la part des ECPP se stabilise à 15 m³/j, soit 32% du débit total sur la période de suivi. La visite nocturne a permis d'en localiser 0.95 m³/h, sur une longueur de réseau de l'ordre de 540 ml.

5.3 L'ouvrage de traitement

5.3.1 Historique

La commune de **La BATIE-ROLLAND** possédait un ouvrage d'épuration qui a été mis en service en 1980. D'une capacité de traitement de 500 équivalents/habitants, cette station était de type boues avec aération prolongée et utilisait le Jabron comme milieu récepteur.

Cet ouvrage connaissait des problèmes de fonctionnement. De la croûte se formait régulièrement en surface du clarificateur qui générait un effluent de sortie présentant des particules de boues, d'une part, et d'autre part, il commençait à être vétuste et non adapté aux perspectives urbanistiques de la commune.

Le bilan 24 h de septembre 2004 a montré que les performances épuratoires de la station étaient :

- convenables pour les paramètres de la DBO5 et l'azote,
- insuffisantes pour les Matières En Suspension (MES), le Phosphore et la DCO.

La valeur mesurée en MES était très largement au-dessus des 25 mg/l attendu. Cela est visible au niveau de la sortie du clarificateur où des particules de boues se échappent. Celles-ci ne décantent pas et on observe la présence continue d'une croûte sur toute la surface de cet ouvrage.

5.3.2 Etat actuel

La partie assainie de la commune est raccordée à la station de purification intercommunale de Montélimar.

- **Date de mise en service :** 2009
- **Maitre d'ouvrage :** COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION MONTELIMAR
AGGLOMERATION
- **Commune d'implantation :** MONTELIMAR
- **Procédé :** Boues activées faible charge
- **Capacité nominale :** 95 000 EH
- **Débit de référence :** 14 250 m³/j

5.4 Programme de travaux proposé à l'issue de l'étude diagnostique et du schéma d'assainissement de 2004

5.4.1 Sur le réseau des eaux usées

5.4.1.1 Elimination des eaux claires parasites de temps sec

Les eaux claires parasites de temps sec représentaient 0.95 m³/h, les travaux proposés prévoyaient la suppression de la totalité de ces eaux parasites. Les secteurs concernés étaient :

- Antenne de la Vignerie,
- Antenne de l'école,
- Antenne de la Route Départementale 540.

Le montant de travaux était de l'ordre de 40 755 ÖHT.

5.4.1.2 Suppression des défauts rencontrés lors du récolement

Les défauts recensés lors de la reconnaissance des réseaux sont :

- La présence de racine dans les regards,
- La mauvaise étanchéité des regards,
- La remise à la cote des regards.

A part les travaux proposés pour l'élimination des racines dans 3 regards de visites (pour un coût de **1 500 ÖHT**), les autres types de travaux cités ci-avant ont été considérés comme réalisables par les Employés Communaux, et il n'a donc pas été proposé de travaux chiffrés à la charge de la collectivité.

5.4.1.3 Les extensions de réseau

Les extensions du réseau de collecte des eaux usées ont été définies en fonction des zones ouvertes à l'urbanisation prévu dans le PLU de l'époque. Les extensions prévues étaient les suivantes :

- Quartier « La vignerie »
- Quartier « Les Auches »

5.4.2 Sur la station d'épuration

Des solutions d'amélioration du fonctionnement de cet ouvrage ont été étudiées (la mise en place d'un dégazeur), mais ne réglaient pas les problèmes du clarificateur et de la capacité de la station d'épuration insuffisante vis-à-vis des perspectives urbanistiques communales de l'époque.

Il a donc été proposé 3 scénarii :

- Remplacement de la station d'épuration actuelle par une station de type boues activées,
- Remplacement de la station d'épuration actuelle pour une station de type filtres plantés de roseaux,
- Raccordement à la station d'épuration de Montélimar.

5.5 Programme de travaux

5.5.1 Suites données aux travaux proposés en 2004

Parmi les travaux proposés, suite à l'étude diagnostique, il a été procédé :

- **entre 2010 et 2012**
 - aux travaux d'élimination des eaux claires parasites de temps sec entre 2010 et 2011,
 - au raccordement des eaux usées à la station intercommunale de Montélimar.
- **entre 2014 et 2015**, aux travaux des défauts constatés au moment du récolement du réseau.
- **entre 2011 et 2014**, à des travaux d'extension des réseaux (vers le Stade de football, chemin de la Vignerie et des Auches)

5.5.2 Travaux envisagés

- à l'**horizon 2020/2021**, les travaux programmés sont la reprise du réseau sous la route départementale

6 FINANCEMENT

A ce jour, les aides publiques portent principalement sur le transfert et le traitement des eaux usées.

Le transfert concerne les ouvrages depuis le dernier branchement de collecte jusqu'au site de traitement. La collecte n'est prise en charge que par les dotations de l'état, et se limite à la collecte publique, excluant tous travaux de raccordement chez le particulier.

Pour **MONTELIMAR-AGGLOMERATION**, les aides proviennent de l'Agence de l'Eau Rhône Méditerranée Corse.

Les sources de financement des travaux liés à l'assainissement collectif pour Montélimar-Agglomération sont principalement liées aux taxations ponctuelles et permanentes.

Les taxations ponctuelles concernent la Participation pour le Financement de l'Assainissement Collectif (PFAC).

La taxation permanente est liée au prix de l'eau consommée. Elle est instaurée par la mise en place d'une redevance, qui est proportionnelle à la consommation d'eau de l'usager, mais qui peut également comporter une part fixe (qui couvre les charges fixes du service).

La redevance assainissement collectif au 1^{er} Janvier 2017, sur la commune de **LA BATIE-ROLLAND**, est fixée à 1,8936 " HT/m³, soit **2.083 ÖTTC/m³**, décomposé comme suit :

- Part Montélimar-Agglomération : 0.8705" HT/m³
- Part Délégitaire : 0.8681 " HT/m³
- Taxe Agence de l'Eau : 0.155 " HT/m³

Pour l'assainissement non collectif, le contrôle du bon fonctionnement des installations en assainissement non collectif se fait sur une périodicité de 6 ans et coûte 80 " .

7 CHOIX DE ZONAGE D'ASSAINISSEMENT EAUX USEES

L'obligation de zonage d'assainissement est apparue avec La Loi sur l'Eau du 3 janvier 1992 (article 35 créant les articles L.372-1 et L.372-1-1 du Code des Communes), complétée par la loi n° 2006-1772 du 30 décembre 2006 et retranscrit dans le Code Général des Collectivités territoriales (article L.2224-10) stipule que "Les communes ou leurs établissements publics de coopération délimitent, après enquête publique :

- les zones d'assainissement collectif où elles sont tenues d'assurer la collecte, le stockage, et le traitement des eaux usées,
- les zones d'assainissement non collectif, où elles sont seulement tenues d'assurer le contrôle des filières autonomes et, si elles le décident, leur entretien".

Le zonage doit conduire à la délimitation des zones où l'assainissement collectif est techniquement et financièrement envisageable, et où l'assainissement non collectif est difficile, voire impossible en fonction des contraintes d'habitat et de sol.

Les limites du Zonage d'Assainissement (**Cf. Carte de zonage, annexe 5**) sont proposées à partir des documents d'urbanisme. Elles dépendent des diagnostics réalisés sur l'existant, que ce soit en termes d'assainissement collectif ou non collectif, et de l'ensemble des contraintes locales d'habitat.

Le Conseil communautaire a donné un avis sur le dossier de l'enquête publique du zonage d'Assainissement et a décidé (**Cf. délibération, annexe 6**) :

- **Assainissement collectif existant (en rouge)** : le centre du Bourg et englobe toutes les habitations raccordées au réseau collectif,
- **Assainissement non collectif (en blanc)** : le reste du territoire communal.

Nous rappelons que la délimitation des zones relevant de l'assainissement collectif et non collectif, indépendamment de toute procédure de planification urbaine, n'a pas pour effet de rendre ces zones constructibles.

La délimitation proposée pour l'assainissement collectif ne peut avoir pour effet (Extrait de la Circulaire du 22 mai 1997) :

- ni d'engager la collectivité sur un délai de réalisation des travaux d'assainissement,
- ni d'empêcher au pétitionnaire de réaliser une installation d'assainissement non collectif conforme à la réglementation dans le cas où la date de livraison des constructions serait antérieure à la date de desserte des parcelles par le réseau d'assainissement,
- ni de constituer un droit pour les propriétaires des parcelles concernées et les constructeurs qui viennent y réaliser des opérations, à obtenir gratuitement la réalisation des équipements publics d'assainissement nécessaires à leur desserte ». Les dépenses correspondantes supportées par la collectivité responsable donnent lieu au paiement de contributions par les bénéficiaires d'autorisation de construire, conformément à l'article L 332-6-1 du code de l'urbanisme.

La délimitation de ces zones permet de répartir les habitants de la Commune entre usagers de l'assainissement collectif et usagers de l'assainissement non collectif. La mise en place du contrôle de l'assainissement non collectif par le SPANC de **Montélimar-Agglomération**, s'en trouve ainsi facilitée.

Le choix retenu découle d'une analyse intégrant plusieurs critères, les plus importants étant d'ordre environnemental, technique et financier.

8 LES EAUX PLUVIALES

8.1 Compétence

L'assainissement pluvial est de la compétence de la commune de **la BATIE-ROLLAND**.

8.2 Problématique générale

Les ruissellements pluviaux et leur impact sur le milieu sont directement proportionnels aux surfaces imperméabilisées ou drainées. La pérennité du schéma est donc très dépendante de la bonne prise en compte des urbanisations futures et des modifications des écoulements pluviaux induites.

Deux cas de figure se posent à la commune :

- Si l'opération d'urbanisation est une opération d'ensemble (type ZAC, lotissements, ...) de plus de 1 ha, alors l'aménageur est soumis à la « Loi sur l'eau » et se doit de réaliser un dispositif de rétention des eaux pluviales. La MISE de la DROME impose que le débit de fuites en état projet soit inférieur ou égal au débit de pointe en l'état actuel. Le fonctionnement du système de rétention doit être précisé jusqu'à l'occurrence centennale.
- Si l'opération d'urbanisation est de taille inférieure à 1 ha (opération d'ensemble de petite taille ou permis individuels) elle n'est pas soumise à la Loi sur l'eau et ne se voit imposer aucune mesure compensatoire. Pourtant, la multiplication de ces opérations se traduit inmanquablement par une augmentation des débits et volumes ruisselés. La commune doit donc pouvoir intégrer le principe de mesures compensatoires opposables aux tiers pour ce type d'opération, dans ses documents d'urbanisme.

Dans le second cas, les mesures compensatoires pourront être, soit individuelles, soit collectives. Il faut privilégier autant que possible les mesures collectives qui sont assurées d'être :

- étudiées correctement,
- réalisées selon les règles de l'art,
- entretenues régulièrement.

D'un point de vue technique, ces mesures ne peuvent être prévues que dans le cadre d'une réflexion globale et restent de ce fait, à la charge de la collectivité (sauf à mettre en place un Plan d'Aménagement d'Ensemble ou une Procédure pour Voirie et Réseau).

Les principes de base qu'il est possible de suggérer sont les suivants :

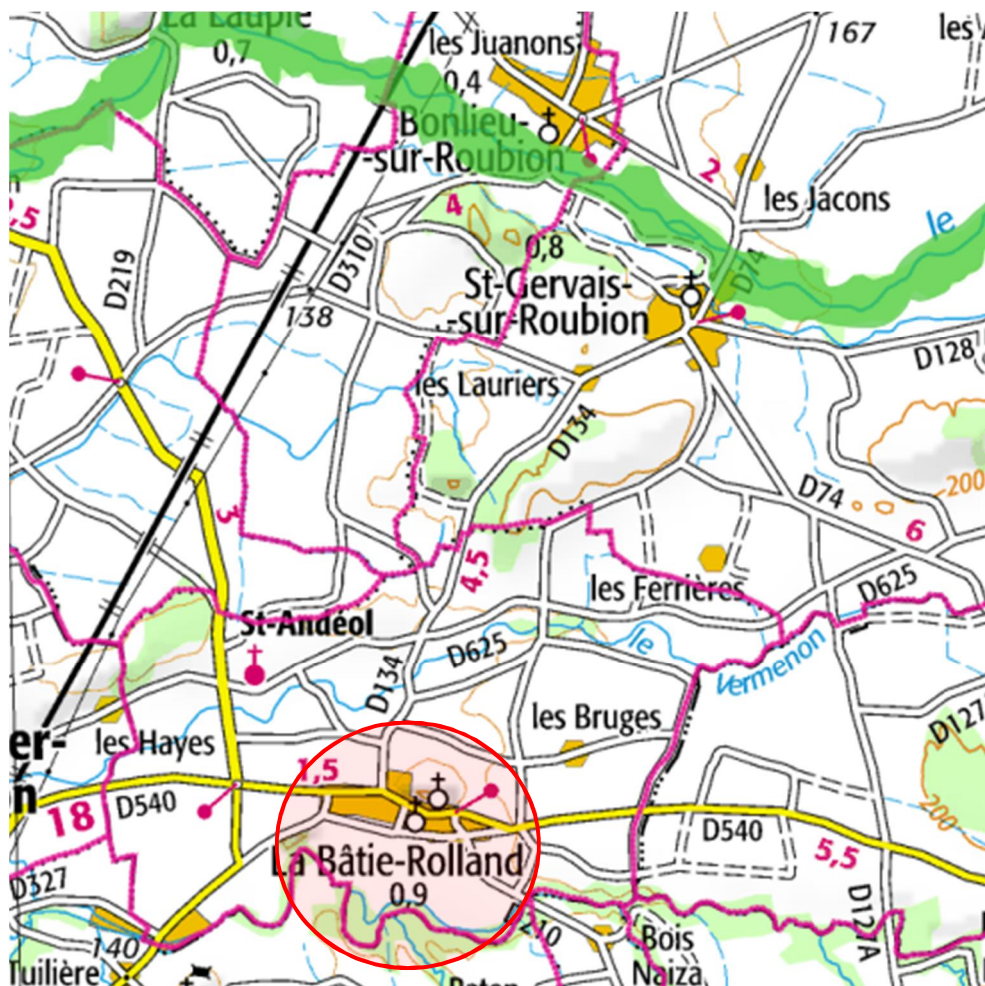
- sur tous les secteurs desservis par un réseau séparatif d'eaux pluviales ou par un réseau unitaire, l'imperméabilisation des sols associée à de l'urbanisation devra être compensée. Ainsi, toute nouvelle surface imperméabilisée ne pourra être raccordée au réseau séparatif d'eaux pluviales existant que dans la limite de capacité des collecteurs et après autorisation de la Collectivité,
- pour les parcelles agricoles, situées en amont des zones urbanisées, il serait souhaitable également de proscrire tout aménagement tendant à accélérer les ruissellements (suppression de haies, recalibrage de fossés, drainage des terres ...) à moins qu'il ne soit compensé. Les règles de compensation dans ce domaine, seront à rechercher auprès des Services de l'Etat.

8.3 L'assainissement pluvial

La commune de **LA BATIE-ROLLAND** n'est pas située dans le périmètre d'un Plan de Prévention de Risques Naturels (PPRN) approuvé.

9 ANNEXES

9.1 NATURA 2000



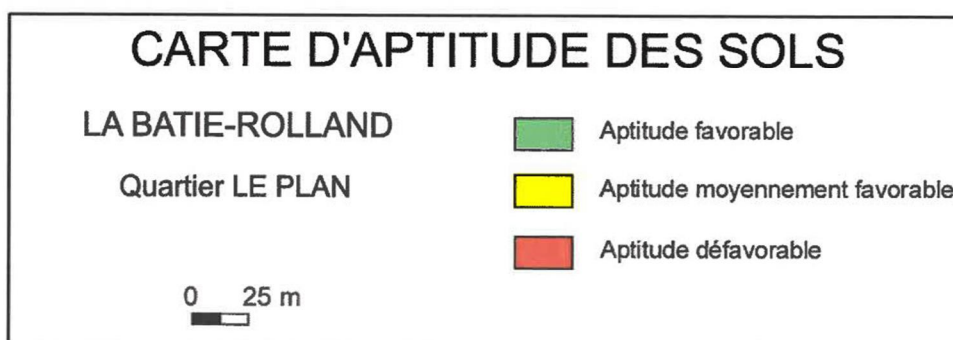
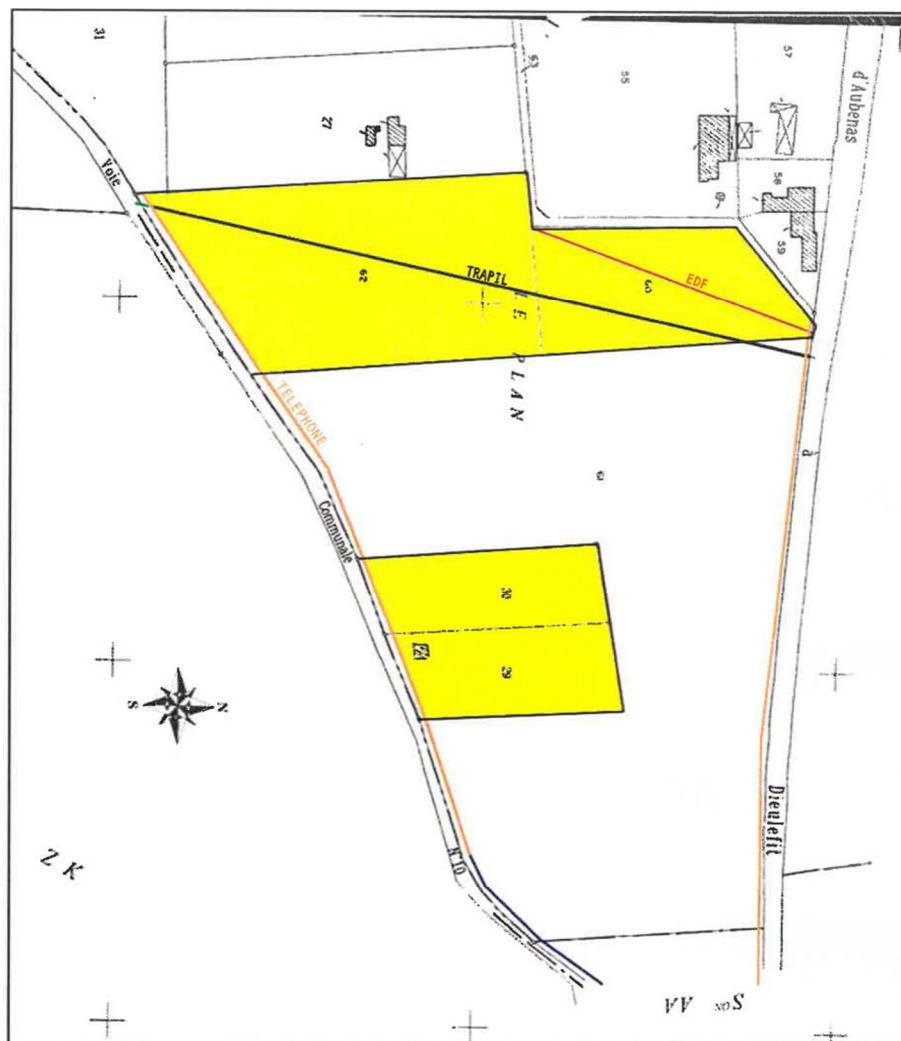
9.2 ZNIEFF (Type 1)



9.3 Zones humides



9.4 Cartes d'aptitude des sols





CARTE D'APTITUDE DES SOLS

LA BATIE-ROLLAND

Quartier CHAMPI (II)

- Aptitude favorable
- Aptitude moyennement favorable
- Aptitude défavorable

0 25 m



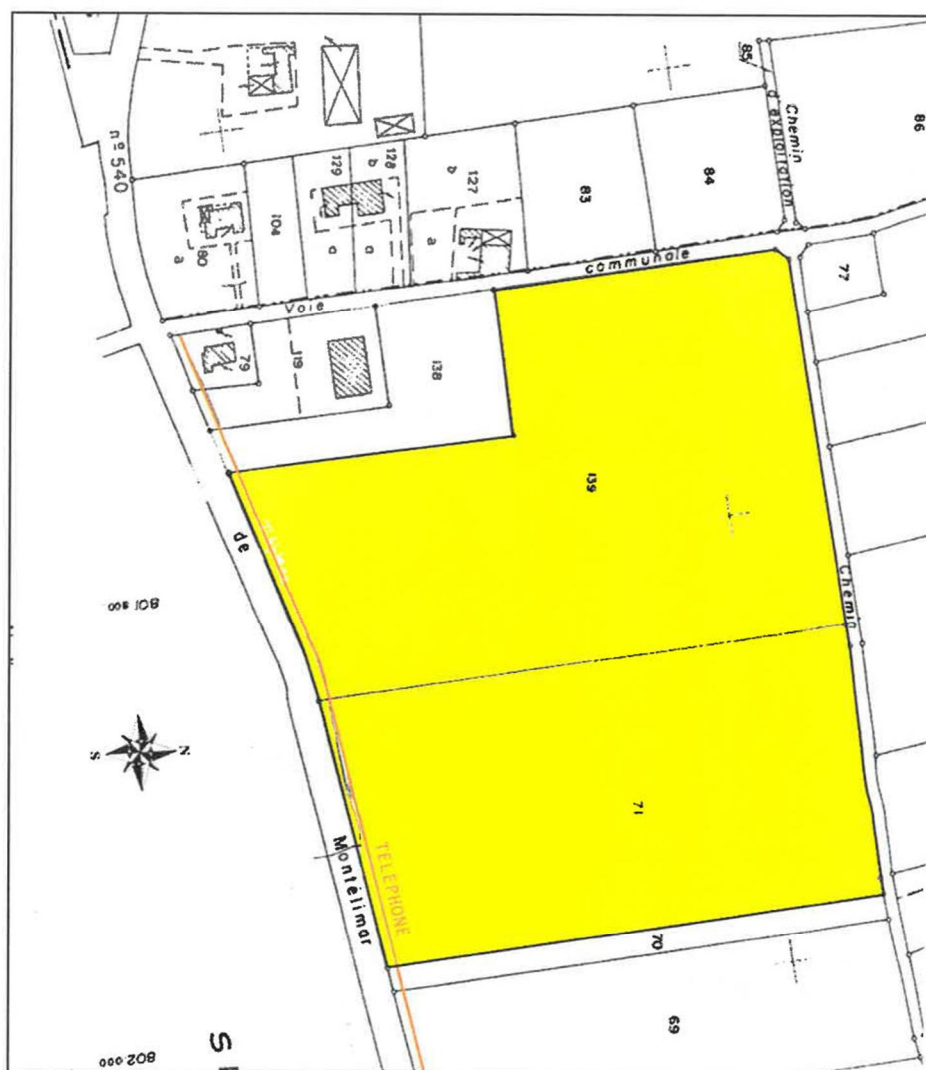
CARTE D'APTITUDE DES SOLS

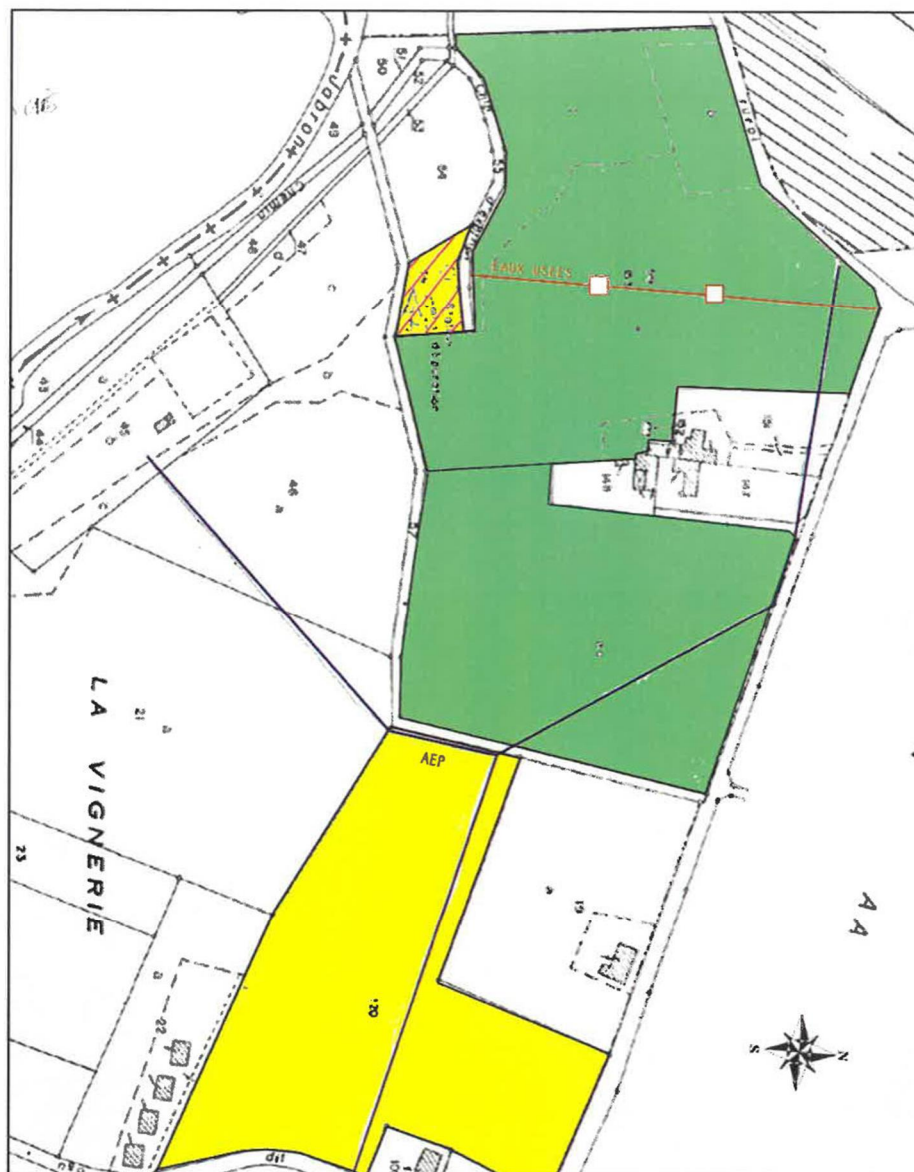
LA BATIE-ROLLAND

Quartier GILARD-SUD

- Aptitude favorable
- Aptitude moyennement favorable
- Aptitude défavorable

0 25 m





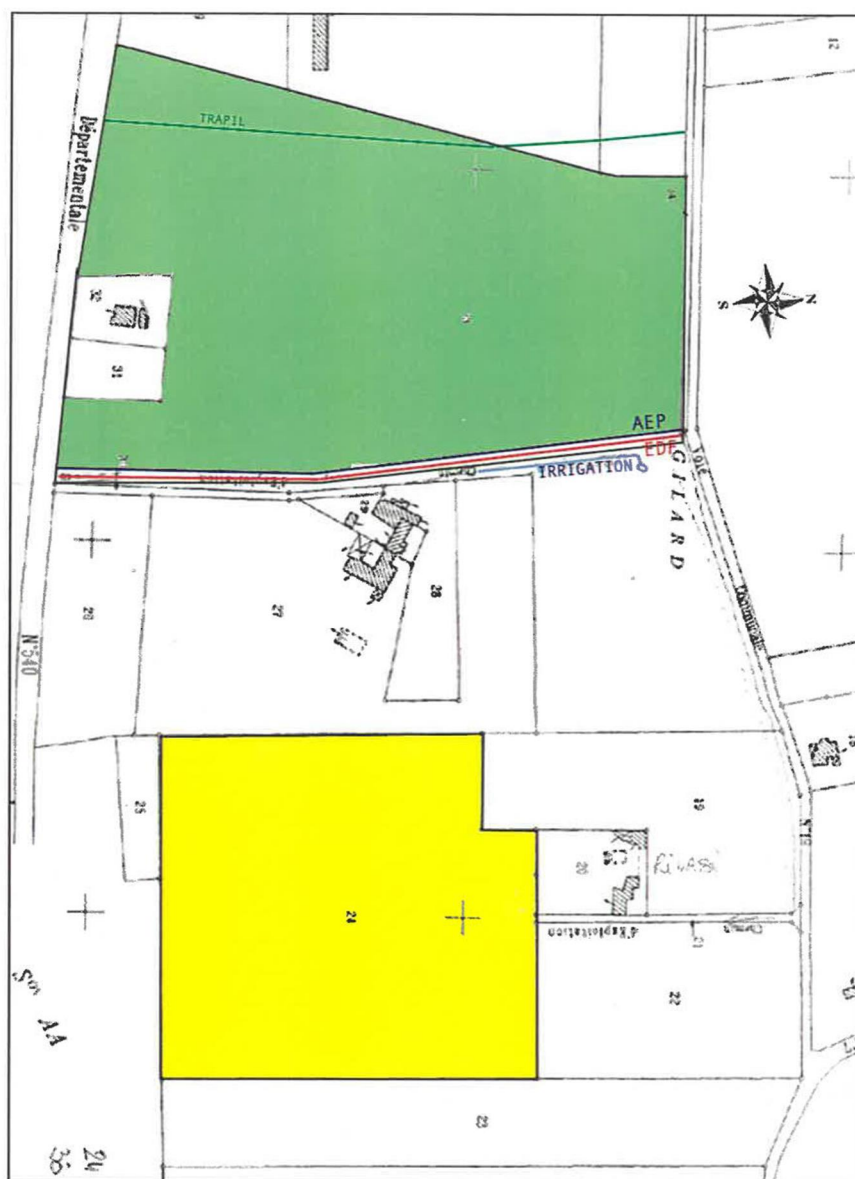
CARTE D'APTITUDE DES SOLS

LA BATIE-ROLLAND

Quartier LA VIGNERIE

- Aptitude favorable
- Aptitude moyennement favorable
- Aptitude défavorable

0 25 m



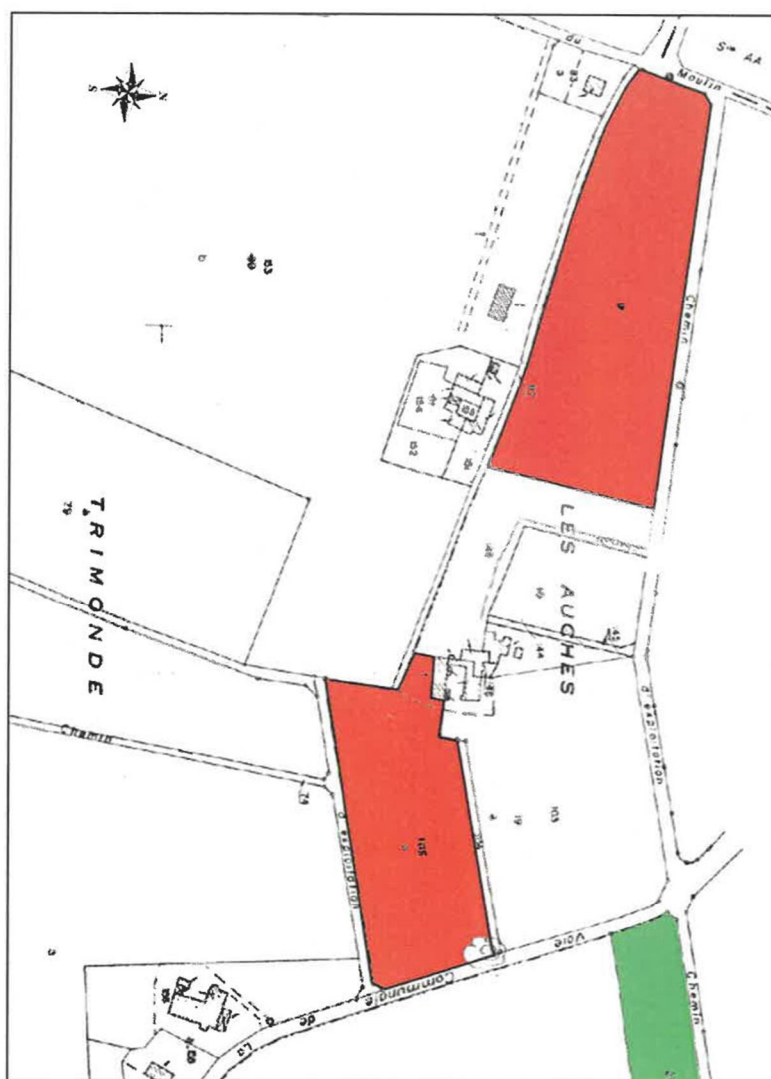
CARTE D'APTITUDE DES SOLS

LA BATIE-ROLLAND

Quartier GILARD

- Aptitude favorable
- Aptitude moyennement favorable
- Aptitude défavorable

0 25 m



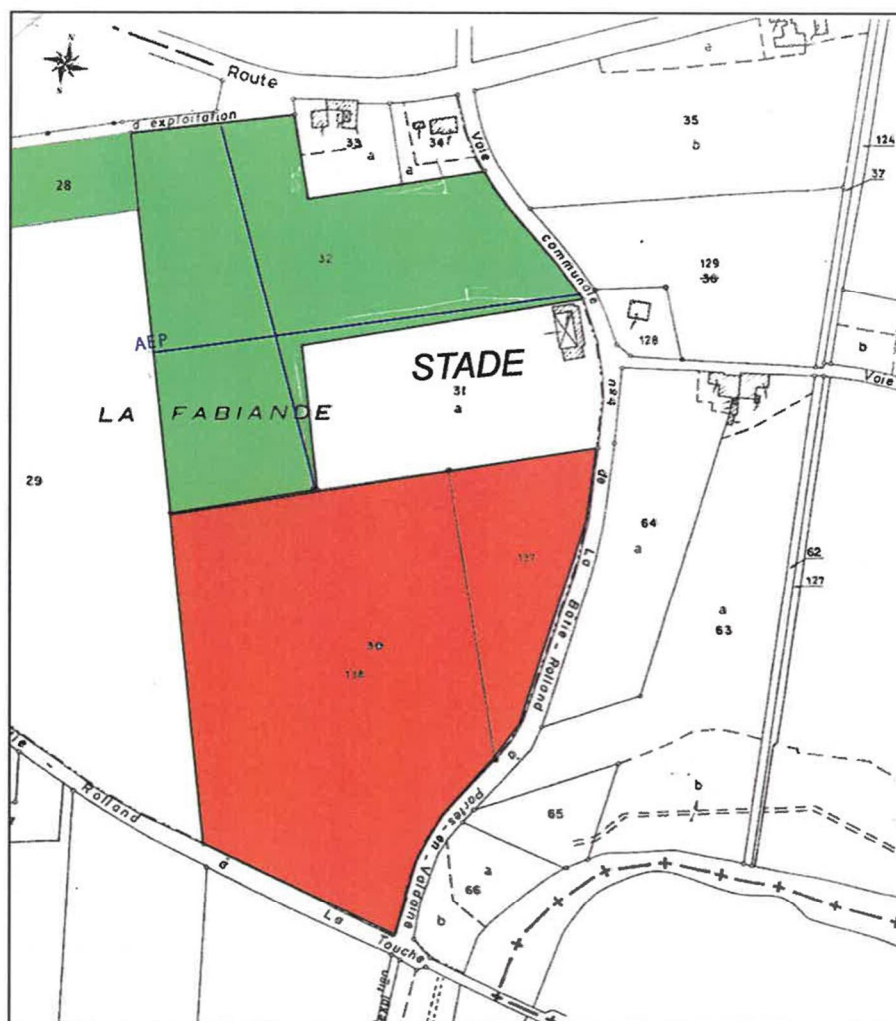
CARTE D'APTITUDE DES SOLS

LA BATIE-ROLLAND

Quartier LES AUCHES

0 25 m

- Aptitude favorable
- Aptitude moyennement favorable
- Aptitude défavorable



CARTE D'APTITUDE DES SOLS

LA BATIE-ROLLAND

Quartier CHAMPI

0 25 m

- Aptitude favorable
- Aptitude moyennement favorable
- Aptitude défavorable

9.5 Plan zonage assainissement des eaux usées

9.6 Copie de la délibération du conseil communautaire sur le zonage d'assainissement